



OUTIL ENSEIGNANTS

Un « tableau noir » pour récapituler.

Bien sûr l'évolution du système est nécessaire et des changements doivent être opérés.

Bien sûr, par exemple, des établissements public d'enseignement (EPEP) ne signifient pas la fin du service public.

Bien sûr, on peut s'interroger sur la gestion de la grande difficulté.

Bien sûr on peut vouloir rénover la formation des enseignants.

Mais pas en quelques mois.

Mais pas dans le but de faire des économies au détriment des élèves, des parents, des enseignants et du service public.

Objet	Nature	Conséquences parents/élèves	Conséquences enseignants	Bénéfice ministère
Suppression de postes (budget 2009), disparition des RASED	Echéance rentrée 2009 13 500 postes en moins, réintégration des enseignants spécialisés, détachés dans les associations, déchargés dans des classes	+16 000 élèves donc plus d'élèves par classes Disparition des maîtres s'occupant des élèves en grandes difficultés Danger de « classes poubelles » Mise en péril des associations (/détachements)	Fin de la spécialisation Gestion de la grande difficulté (uniquement) au sein de chaque classe Menaces sur les représentants du personnel	Déclaré : gestion de la difficulté scolaire Réal : économies budgétaires
Le ministère dit qu'il veut mettre chaque enseignant devant une classe. C'est bien. Il oublie que l'équilibre du système éducatif est plus subtil que le simple rapport nombre enseignants/nbre élèves.				
Menace sur la maternelle	Echéance rentrée 2009 Déscolarisation des 2/3 ans Projet de création de « Jardins d'éveil » Sélection pour entrée en maternelle	Disparition programmée des TPS et possibles des PS et MS Frais de garde pour les familles	Postes maternelle ?	Déclaré : système inefficace Réal : Economie budgétaire ? Désengagement de l'état Logique de résultats
Disparition des IUFM	Echéance 2009 Modification des concours Préparation du concours à l'université Disparition du lieu unique de formation d'enseignants	Jeunes enseignants sans formation spécifique, n'ayant pas eu de classe	Report formation continue hors temps de travail ? Formation des jeunes « sur le tas », à la charge des plus anciens ? Disparité Masterisés/PE/instits Disparition de la corporation Moins de mixité sociale Devenir des formateurs	Suppression de salaires pour les stagiaires Individualisation des carrières Dénationalisation des diplômes

Création des EPEP	Echéance rentrée 2009 Etablissement public regroupant un minimum de 13 classes, sans limitation Possibilité de plusieurs écoles dispersées regroupées administrativement. Gestion par un directeur (ancien militaire, cadre financier,...) et un Conseil d'Administration On se passe de l'avis du conseil d'école et du conseil des maîtres	Ecole « usine à gaz » (minimum 350 élèves) Bénéfice : ? pour les parents, ? pour les élèves Pédagogie -> Gestion administrative et budgétaire Flou artistique sur le fonctionnement administratif et financier Disparité urbain/rural	Devenir des directeurs ? Liberté pédagogique Mouvement, promotions moins équitables (hors barème, gré à gré, nomination sur EPEP,...) Droits syndicaux ? Précarité	Déclaré : rien Réal : Contrôle renforcé du système avec des petits chefs Libéralisation
Service minimum	En cours Service Minimum d'Accueil obligatoire	« N'importe qui » pour garder les enfants (formation des personnes ?) Gestion difficile pour les mairies	Droit de grève ?	Déclaré : garantir l'accueil Réal : anéantir les actions de grève
Remplacement	Echéance 2009 Agence de remplacement	Etudiants « intérimaires » recrutés au coup par coup pour assurer le remplacement des enseignants titulaires	Précarité	Déclaré : remplacer plus efficacement Réal : Economie budgétaires Désengagement de l'état
Ajoutons à cette liste déjà longue toutes les « réformes » qui concernent le second degré : réforme du lycée, réforme de la voie professionnelle, suppression de postes, orientation disciplinaire des concours,...				

Documents de références :

<http://sections.se-unsa.org/13/spip.php?article107>